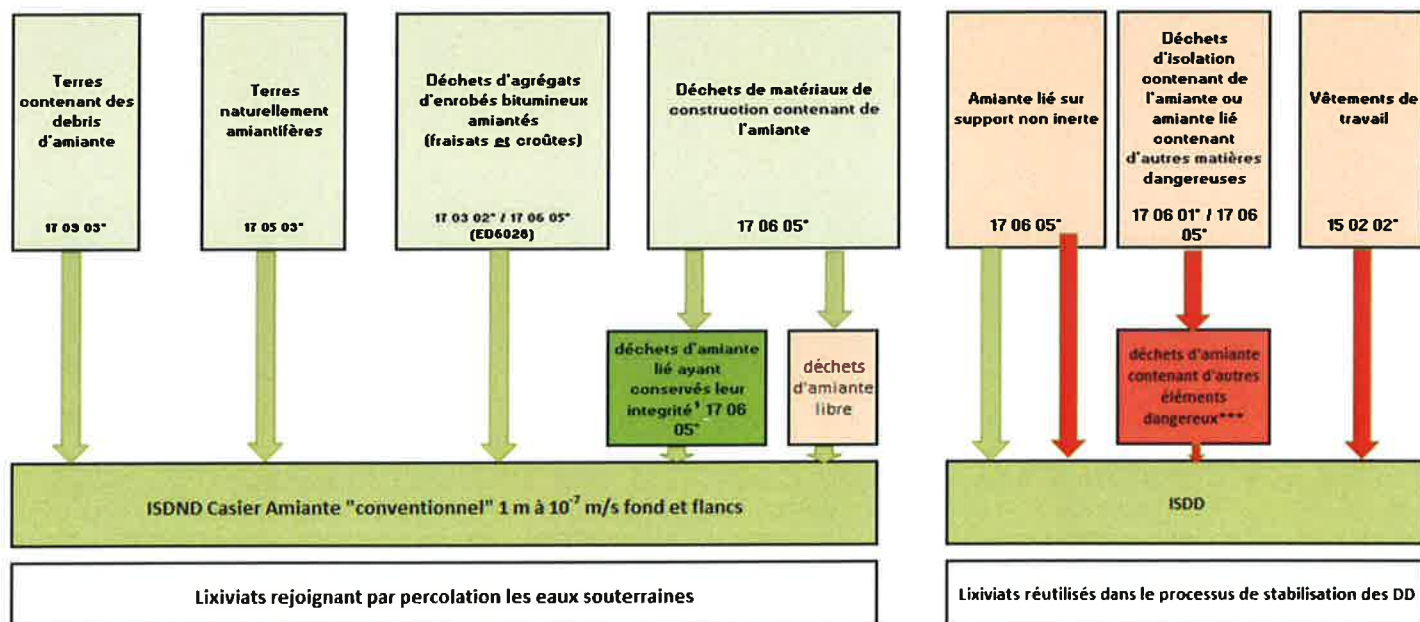


1 DEFINITIONS & CONTEXTE REGLEMENTAIRE

- Selon l'arrêté ministériel du 15/02/2016, les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont :
« les déchets générés par une activité de construction, rénovation ou déconstruction d'un bâtiment ou par une activité de construction, rénovation ou déconstruction de travaux de génie civil, tels que les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité, les déchets de terres naturellement amiantifères et les déchets d'agrégats d'enrobés bitumineux amiantés ».
- L'article 39 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 précise que :
« les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante ».
- Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont précisés dans le tableau 1 du document INRS [« Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets » - ED6028](#). Toutefois, ce document édité à la suite de l'arrêté du 12 mars 2012, demeure plus restrictif que l'ouverture opérée par l'arrêté ministériel de 15/02/2016 et doit être considéré à la lumière des dernières évolutions réglementaires.
- Le traitement des déchets d'amiante lié à des déchets non dangereux (support non inerte) est réalisé en casier spécifique, selon les prescriptions de l'arrêté du 30/12/2002 relatif aux installations de stockage des déchets dangereux (titre VI).



Rédacteur : Valérie LOISEAU PONSADA



Vérificateur : Sébastien FACHE



Approbateur : Vincent MILANOV



2 CONDITIONNEMENT

Les apports de déchets de matériaux contenant de l'amiante doivent respecter les obligations de conditionnement (responsabilité de l'emballleur) afin que l'opérateur ne soit pas exposé aux risques d'inhalation de poussière.

- ☑ Ces déchets doivent être conditionnés de manière étanche. Tout conditionnement doit comporter l'étiquetage réglementaire des produits contenant de l'amiante.
- ☑ Les déchets d'amiante liée à un support inerte, comme les plaques de toiture, les ardoises et autres produits plans, sont emballés par lot, dans un film plastique et, dans la mesure du possible, déposés sur palette. La palette est ensuite filmée dans sa totalité.
- ☑ Les tuyaux et les canalisations seront filmés individuellement, conditionnés sur racks et l'ensemble sera ensuite filmé.
- ☑ Les éléments en vrac, autres que les débris et poussières, pourront être conditionnés en sacs étanches, eux-mêmes placés dans des grands récipients pour vrac (GRV) identifié ONU/13H3/Y/... ou des GRV aux dimensions de bennes (body-benne, container bag, large packaging).



Etiquette
« amiante »



Grand Récipient pour Vrac - GRV (exemple)



Emballage d'un lot sur une palette (exemple)

Cas particuliers des déchets d'amiante lié admissible en ISDD :

- ☑ L'exploitant vérifie que les déchets contenant de l'amiante arrivent sur son site en double conditionnement étanche et étiqueté " amiante ". Tout conditionnement devra être identifié et fermé au moyen d'un scellé numéroté. Le scellé mentionnera le numéro de SIRET de l'entreprise qui a conditionné l'amiante et un numéro d'ordre permettant l'identification univoque du conditionnement.
- ☑ L'exploitant vérifie également que le chargement est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) sur lequel sont indiqués les numéros des scellés et qui précise :
 - l'identité du maître d'ouvrage qui a commandé les travaux de désamiantage ;
 - l'identité de l'entreprise qui a effectué les travaux de désamiantage ;
 - l'identité du transporteur ayant apporté les déchets jusqu'à l'installation de stockage.

3 ACCUEIL & CONTROLE

3.1 Cas général

- ☑ Afin de limiter le temps d'attente, le transporteur préviendra si possible 24 heures à l'avance. La prise de rendez vous est par contre obligatoire pour les livraisons comportant plus de 5 BSDA.
- ☑ Le transporteur présente à l'agent de pesée les documents relatifs au chargement :
 - Le ou les bordereau(x) de suivi de déchets amiantés (Cerfa 11861 et son annexe) correspondants, numérotés, dûment remplis, non raturés et signés par l'ensemble des parties intéressées (arrêté du 16 février 2006), ➔ voir MO45
 - Un plan de chargement de la livraison détaillant les différents chantiers correspondant aux BSDA,
 - La FIPAD/CAP (DE72).
- ☑ Le chargement doit être réalisé de façon à faciliter le contrôle visuel du chargement et une reprise aisée et sécurisée des conditionnements
- ☑ Les opérations de chargement et déchargement, réalisées par une entreprise effectuant le transport routier, doivent faire l'objet d'un protocole de sécurité (DS06).
- ☑ Un contrôle visuel du chargement est effectué avant le déchargement sur le site de stockage, afin de vérifier l'intégralité et le bon conditionnement des déchets GRV, en palettes ou racks filmés, ...
- ☑ En cas de non-présentation de l'exemplaire original d'un des documents de suivi ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé.

Dans le cas d'anomalie ou de refus du chargement, les motifs doivent être notifiés au client, au producteur, au transporteur concerné en complétant une fiche de Non-conformité en application de la procédure « PR09 : Non-conformité, Action corrective et préventive ».

Le registre des admissions ou de refus est complété.

3.2 Apport vrac par les particuliers, à titre exceptionnel

Le particulier apportant des déchets d'amiante lié est dirigé vers une zone de déchargement adaptée aux déchets d'amiante lié non conditionnés, aménagée à l'entrée du casier amiante.

Cette zone est équipée d'un dispositif d'emballage (sacs, films...) permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.

Un kit d'EPI est proposé au particulier, afin qu'il réalise lui-même, le conditionnement de ses déchets. Ceux-ci sont déposés dans un contenant adapté, mis à disposition, sur la zone de déchargement.

Une fois plein, le contenant est refermé par l'opérateur et transféré dans le casier de stockage.



Dépôt Bags dans une structure avec couvercle (exemple)

4 DECHARGEMENT

- ☑ L'emplacement du casier dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est signalé sur le plan d'exploitation et de circulation (document d'accueil).
- ☑ L'accès à la zone de stockage est interdit à toute personne étrangère aux opérations de déchargement ou de recouvrement.
- ☑ Le déchargement de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante par déversement direct est interdit.
- ☑ Le déchargement des déchets emballés doit s'effectuer dans des conditions qui permettent d'éviter toute déchirure des emballages et toute dispersion de fibres d'amiante. Il doit avoir lieu sur la zone de déchargement provisoire ou directement dans l'alvéole, en tenant compte du sens du vent.
- ☑ Si un manutentionnaire ou le chauffeur du camion participe au déchargement, il doit être préalablement autorisé par son employeur et équipé des EPI adapté ; ces éléments sont précisés dans le protocole de sécurité.



Dépose d'un GRV



Dépose d'un emballage de la dimension d'une benne

- ☑ En cas d'utilisation d'un emballage à la dimension d'une benne (body-benne, container bag, large packaging), la benne doit être posée au sol puis inclinée pour permettre au chargement de glisser. Dans ce cas, le chargement doit être déposé directement à son emplacement final car sa manipulation est ensuite dans la majorité des cas impossible.
- ☑ Le conducteur d'engin aura dans la cabine, une combinaison jetable et un masque de protection respiratoire P3, dont il s'équipera en cas de rupture du conditionnement. Pendant le déchargement, les ouvrants de la cabine seront systématiquement fermés.
- ☑ Un dépoussiérage périodique de la cabine de l'engin sera réalisé (aspirateur et chiffon humide ou lingettes).
- ☑ Un système d'aspersion sera également mis en place dans la zone de manutention (extincteur à eau dans l'engin) afin de pouvoir abattre les poussières d'amiante en cas d'accident.
- ☑ Un contenant fermé doit être prévu sur la zone de stockage pour recevoir, si nécessaire, les EPI jetables des différents intervenants, préalablement enfermés dans un sac plastique.

Cas particulier de certaines installations.

- ☒ Pour un chargement donné, l'exploitant « de l'installation de stockage » doit pouvoir donner le lieu précis du stockage et les numéros des scellés.

5 SITUATION ACCIDENTELLE → CONSIGNE D'URGENCE



Colis déchiré

Dans le cas d'une situation accidentelle entraînant la déchirure d'un emballage et la dispersion de fibres, la consigne d'urgence CE33 s'applique. Il est conseillé à l'opérateur :

- ✓ D'évacuer toute personne non équipée des protections individuelles et d'interdire l'accès à la zone,
- ✓ De se protéger, s'il ne l'est pas, en s'équipant d'une combinaison de protection jetable, d'un masque de protection respiratoire avec filtre P3, de lunettes, de gants et de bottes de sécurité,
- ✓ D'arroser, en tenant compte du sens du vent, la charge renversée ou abîmée avec de l'eau afin d'abattre les poussières,
- ✓ D'alerter un responsable hiérarchique,
- ✓ Dans le cas où l'incident perturbe ou empêche la circulation des engins, de transférer en tenant compte du sens du vent les déchets humidifiés dans un conditionnement approprié placé dans l'alvéole amiante.
- ✓ De nettoyer à l'eau l'engin de manutention, le camion avant de quitter la zone de déchargement,
- ✓ De pulvériser de l'eau sur les EPI,
- ✓ De retirer les EPI à usage unique et de les déposer ainsi que les chiffons de nettoyage dans le contenant fermé prévu à cet effet sur zone,
- ✓ De nettoyer à l'eau les bottes, gants, casque et masque,
- ✓ De prendre une douche.

Un CR accident environnemental DE15 est complété. L'incident doit être reporté sur le tableau des incidents et accidents DE17.

6 RECOUVREMENT

- ☒ Pour assurer au casier dédié une stabilité mécanique et limiter toute dispersion de fibres, un recouvrement quotidien de la zone exploitée est effectué.
- ☒ Ce recouvrement empêche également l'accès aux déchets déjà stocké et assure le support pour la couche suivante.



Recouvrement des colis

- ☑ Ce recouvrement, d'une épaisseur supérieure à 20 centimètres, est constitué par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation des conditionnements. Il n'y a pas d'exigences particulières concernant l'étanchéité. Il faut adapter la nature de la couverture en fonction de l'utilisation de la surface notamment en cas d'utilisation future comme voie de circulation, zone de manœuvre des apporteurs ou uniquement comme zone de manœuvre pour les engins d'exploitation.
- ☑ Les pentes sont organisées en direction de l'exutoire des eaux afin de permettre l'évacuation rapide des eaux de surfaces.
- ☑ La zone d'exploitation est ceinturée par des fossés ou des diguettes pour empêcher l'arrivée des eaux de ruissellement vers la zone du stockage.

De plus, il faut

- ✓ Tenir un plan d'exploitation à jour,
- ✓ Limiter le dénivelé entre deux zones de stockage à 2m en vertical,
- ✓ Recouvrir les talus au fur et à mesure,
- ✓ Avoir des chemins stabilisés pour accès dans l'alvéole,
- ✓ Arroser régulièrement les pistes si nécessaire,
- ✓ Installer un indicateur de la direction du vent (manche à vent) visible par l'opérateur

7 REGISTRE DES ADMISSIONS

Le registre des admissions est renseigné avec :

- Le numéro du(des) bordereau(x) de suivi des déchets d'amiante,
- Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro de SIRET,
- Le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés,
- L'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.

8 SURVEILLANCE

Une mesure des fibres d'amiante est réalisée une fois par an dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement.



MODE OPERATOIRE
ADMISSION ET EXPLOITATION D'UN CASIER DE
DECHETS DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION
CONTENANT DE L'AMIANTE

N° : TER MO 36
Date de création : 07/05/2013
Date de Version : 01/09/2016
Version 5
Page 7 sur 7

9 FORMATIONS REQUISES

Le contenu et les formalités des formations obligatoires sont définies par l'arrêté du 23 février 2012 « définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ».

La formation Sous-section 4 correspond à la formation initiale et de recyclage que doivent recevoir tous les personnels pouvant être amenés à intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

Ce texte prévoit 4 niveaux de formation correspondant à 4 niveaux de responsabilité dans l'exécution du chantier : Personnel d'encadrement technique, Personnel d'encadrement de chantier, Personnel opérateur de chantier et personnel cumulant des fonctions d'encadrement technique et/ou d'encadrement de chantier et/ou d'opérateur.